L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE ET DU CONSEIL GÉNÉRAL — NOUVELLE-ORLÉANS, MARDI MATIN, 12 FEVRIER 1850.

Imprimé et publié par
MAGNE & WEISSE.
No. 83, *rue de* Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS :
MARDI MATIN, 12 FEVRIER 1850.

☞ Nous sommes obligés de restreindre les matières ordinaires du journal afin de donner place aux annonces et aux débats de la Législature.

COTON TRADE.—Sous ce titre on trouvera dans notre partie anglaise un article préparé avec soin par le rédacteur de nos bulletins commerciaux et sur lequel nous appelons particulièrement l'attention de tous ceux qui sont engagés dans le commerce des cotons. Les statistiques qui y figurent offrent un haut intérêt et sont de nature à éclairer les planteurs et leurs agens.

CONSTITUTION.—CONVENTION.

Il paraît à peu près hors de doute, d'après les nouvelles qui nous arrivent de Baton-Rouge, que la Législature convoquera une Convention pour réviser la Constitution. Ce moyen beaucoup plus expéditif que celui indiqué par la Constitution elle-même, nous paraît aussi le plus efficace.

Comment le peuple pourrait-il se prononcer sur les nombreux amendemens proposés par la Législature ? Les avis seraient nécessairement partagés et il faudrait que l'électeur spécifiât les modifications qu'il approuve. Mais le moyen ensuite de tout concilier et de tout coordonner! L'expédient imaginé par les auteurs de la dernière Constitution offrirait tant de difficultés si on essayait de le mettre à exécution que la convocation d'une Convention nous paraît presque indispensable.

La Constitution est défectueuse; elle doit être amendée. On ne plaindra pas être de la fréquence des changemens introduits dans notre charte, mais qu'importe puisqu'ils s'opèrent sans violence, sans déchirement. Dans les vieilles sociétés il y a toujours danger à porter la main sur l'arche du passé et à tenter même de supprimer les abus. Ici, au contraire, où tout est nouveau, pays, gouvernement, peuple, institutions, ici où chaque soleil nouveau éclaire des villes et des populations nouvelles, où les coutumes d'hier ne sont pas celles du lendemain, où la tradition est inconnue, où la loi elémente et rage, sauvegarde la liberté de tous, ainsi que les intérêts matériels, on a raison de se hâter de corriger les abus et d'améliorer les institutions. Nous pouvons et nous devons entrer d'un pas ferme dans la voie du progrès afin de réparer les erreurs commises dans le passé.

La Constitution de 1845 est une œuvre incomplète. Ceux qui l'ont rédigée étaient sans doute animés des meilleures intentions, mais, appelés à modifier un système suivi depuis longues années, ils n'ont pas osé substituer tout d'abord un ordre de choses entièrement nouveau à ce qui existait jusqu'alors. Nous ne blâmons pas leur prudence, mais nous ne pouvons non plus reconnaître à la charte qu'ils ont élaborée la perfection désirable. Destinée à rester deux époques, elle n'offre rien de franc et de tranché. Le principe de l'élection des fonctionnaires n'y est qu'à moitié proclamé. En voulant garder un juste milieu entre les anciens usages et les modifications rendues impérieuses par les circonstances, les auteurs de la Constitution n'ont rien fondé durable et de permanent. Aussi leur œuvre qui compte à peine quatre années d'existence est-elle déjà vieille et décrépite. Le peuple s'en veut plus.

ASILE CATHOLIQUE DES ORPHELINES.

Nous voyons avec regret que M. Larue, rapporteur du comité auquel avait été référée la demande de secours des directeurs de l'asile catholique des orphelines de la Nouvelle-Orléans, a présenté des conclusions tendant au rejet de la pétition. M. Larue et les autres membres du comité ne connaissent pas sans doute la véritable situation de l'asile. Nous allons tâcher de les éclairer.

Parmi toutes les institutions charitables de notre ville celle, dont le titre est inscrit en tête de ces lignes, a peut-être le plus de droit à nos sympathies. Fondé il y a quelques années par la sœur Regis, l'asile catholique des orphelines a prospéré tout d'abord grâce à l'habile direction qui lui a été imprimée. M. Fouché, touché des efforts et de l'abnégation des excellentes sœurs de charité, leur légua dans son testament cette portion de terrain située rue du Campo où a été construit depuis un magnifique bâtiment. Mais le donateur avait imposé aux sœurs la condition de bâtir une chapelle avant 1850, et la non-exécution de cette clause devait, d'après la volonté du testateur, invalider le titre des donataires et replacer la propriété dans la masse de la succession. Les directeurs voyant approcher l'époque fatale ont dû s'exécuter et ont construit la magnifique chapelle, que chacun a visitée et qui a été dédiée il y a quelques mois. La générosité des citoyens a permis aux sœurs de rallier une somme de quinze mille piastres qu'elles ont versée entre les mains de l'architecte, mais il leur reste encore à payer une somme égale et elles ne savent à quelle porte frapper.

C'est dans ces circonstances critiques qu'elles ont songé à recourir à la Législature. Celle-ci leur refuserait elle le secours qu'elles sollicitent ? Les forcerait-elle de fermer les portes de l'Asile et de jeter sur le pavé les deux cent cinquante orphelines qui y trouvent un abri, leur pain quotidien et une instruction gratuite ? Nous avons meilleur opinion de l'esprit et du cœur de nos honorables représentans.

Nous avons dit que l'Asile renferme environ deux cent cinquante enfans. Ce n'est pas tout; les sœurs ont fondé une école gratuite pour les enfans du dehors, et *cinq cents* élèves fréquentent régulièrement leurs classes. N'est-ce pas là un immense service qu'elles rendent à la ville ? Leur cours n'est-il pas en réalité une importante succursale des écoles publiques ? Ne méritent-elles pas le léger secours qu'elles sollicitent ?

Et d'ailleurs, elles ne demandent rien pour elles-mêmes. Leur abnégation est complète. Dévouées à leur œuvre de charité, elles ne songent qu'aux pauvres orphelines dont elles sont la Providence. Fortes et courageuses, elles ne s'effraient pas de la tâche qu'elles se sont volontairement imposée : veilles, fatigues, privations, elles ne reculent devant rien. Elles exécutent elles-mêmes les plus rudes travaux de la maison.

L'institution est desservie par quinze ou vingt sœurs de charité et l'on conçoit difficilement comment elles peuvent suffire aux occupations multipliées qu'exigent l'entretien de deux cent cinquante enfans et les soins d'une nombreuse école.

L'âme de la maison est la sœur Regis. Jeune encore, elle porte les traces d'une vieillesse prématurée, grâce aux soucis et aux veilles dont elle est depuis quelque temps abreuvée. L'Asile n'a pas de revenus fixes; la charité publique seule le soutient, mais cette charité serait inféconde sans le dévoûment des sœurs.

Nous espérons que la Législature se hâtera de voter l'allocation que sollicitent les Directeurs de l'Asile Catholique des Orphelines. Nous faisons nos vœux particulièrement aux représentans et aux Sénateurs de la Nouvelle-Orléans. Ils ne permettront pas, nous aimons à le croire, que l'une des institutions les plus utiles de la ville ferme ses portes, faute de secours, et renvoie les malheureuses enfans qui trouvent aujourd'hui un abri dans son enceinte.

THEATRE D'ORLEANS.—Le dernier jour du carnaval sera joyeusement célébré au théâtre d'Orléans. La représentation de ce soir se composera du ravissant *Les Saltimbanques*, d'une désopilante parodie, *Les femmes innocents persécutés*, et du grand ballet de guitave.

LA MALLE.—Les journaux et la correspondance des villes situées au-delà de Montgomery ne nous sont point parvenus hier. Voici pour la seule troisième fois qu'il n'a pas été reçu à la Nouvelle-Orléans une seule malle régulière.

SUICIDE AU PÉNITENCIER.—La *Gazette de Baton-Rouge* nous apprend qu'un des détenus du pénitencier, nommé *J. Fuller*, s'est pendu le 8 courant à un des barreaux de sa cellule. Un jury d'enquête a été réuni par le coroner et le jugea [illegible]

DÉPÊCHES TELEGRAPHIQUES
TRANSMISES A L'ABEILLE.

ARRIVEE DE L'EUROPA.

Baltimore, 9 février.

Le steamer *Europa* est arrivé hier soir à Halifax; il a quitté Liverpool le 26 janvier. Les affaires commerciales continuent à être satisfaisantes, mais moins actives que durant la semaine précédente. Les ventes de produits coloniaux continuaient à être assez modérées dans la quinzaine : toutefois, les détenteurs tiennent ferme.

COTON.—La tendance avec laquelle le marché au coton s'était ouvert le 18, s'est manifestée le lundi suivant par une bonne demande, qui a été bien soutenue par les détenteurs, à des prix en plein. Le lendemain, 22 mardi, les nouvelles du steamer parti le 5 sont parvenues; leur teneur jointe aux avis précédemment reçus par l'*America*, a donné au marché un grand mouvement. Les prix ont haussé d'un quart de d. et dans quelques transactions on a même traité à trois-huitièmes en hausse.

Les ventes de cette journée ont été de 30,000 balles. Depuis lors, 20,000 balles ont trouvé preneurs; les demandes ont été moins fortes par la suite, et le coton a fléchi d'un huitième *d.* sur les cotes les plus élevées; mais à la fermeture du marché, le 25, il y a eu une hausse de 1/8 à 1/4 sur les cours du vendredi—7000 balles ont été vendues. Le total des ventes de la semaine terminée le 25, a été porté à 80,000 balles, dont 28,600 prises par spéculation.

Les cotes données par le comité des courtiers, sont pour le coton fair-browd 7 d. le Mobile-7, et l'Orleans 7 1/8 *d.* Le tabac se maintient ferme dans tout le pays, et même a haussé d'un shelling. La belle farine de l'Ohio vaut 24 à 5 sh.; celle de Philadelphie et Baltimore 25 sh. 6. d.

SECONDE DEPECHE.

Baltimore, 9 février.

LONDRES, 25 janvier—L'argent est extraordinairement abondant, mais on pense qu'il deviendra plus rare, par suite des larges spéculations de l'emprunt Russe et du bill des monnaies qui causera une baisse sur d'autres produits pendant quelque temps.

FRANCE.

L'hiver est extrêmement rigoureux. La loi sur l'enseignement est en discussion et excite des débats animés à la Chambre.

Larousse (Lacrosse ?) a donné sa démission.

Les nouvelles politiques n'offrent aucun intérêt.

Le paquebot Hottinger a fait naufrage près d'Halifax. Le capitaine et douze hommes de l'équipage ont été noyés.

(Correspondance de l'Abeille.)

LEGISLATURE DE LA LOUISIANE.

BATON ROUGE, vendredi, 8 février 1850.

Le Sénat se réunit conformément à l'ajournement. Vingt sept membres sont présens.

M. Ricker annonce qu'il présentera un bill pour fonder un hôpital à Lafayette ou dans le voisinage.

M. Waddill annonce qu'il présentera un acte pour permettre aux juges du neuvième et du troisième district judiciaire de changer de district.

M. Dufour présente un mémoire de Mme M. A. Parent, demandant l'usage de l'ancienne maison d'Etat, pour y établir un Institut de demoiselles. Refere au comité de l'instruction publique.

M. Kirk présente une résolution portant que les rapports des débats du Sénat seront imprimés avec les procès-verbaux et qu'une copie des procès-verbaux et des journaux sera remise au greffier de la Cour de District, dans chaque paroisse de l'Etat.

M. Drew propose comme amendement qu'une copie soit également envoyée à tous les juges de paix, et M. Coie, qu'une copie soit transmise au président de chaque jury de police.

Sur motion, la resolution est adoptée avec ce double amendement.

M. Drew introduit un acte pour amender un acte établissant un système des esclaves. Le bill subit deux lectures et est référé au comité judiciaire.

M. Coie présente la résolution suivante, laquelle est lue et adoptée :

Résolu que l'imprimeur d'Etat est requis d'imprimer dans le journal d'Etat un rapport, le rapport de l'ingénieur d'Etat pour l'année 1850, et en fournir au Sénat 500 exemplaires pour l'usage de ses membres.

Sur motion, le Sénat siége à huit-clos et à la reouverture des portes, s'ajourne à lundi.

PATRIOTISME ABOLITIONISTE.—Le prétendu but philanthropique des abolitionnistes, leur mission d'humanité, n'est qu'un leurre dont les hommes du Nord eux-mêmes sont pas dupes. Ce que veulent Giddings, Garrison et tant d'autres, c'est leur avancement personnel, c'est la glorification de leur chétive individualité. Garrison vient de se déclarer pour la rupture du pacte fédéral. Voici entre autres folies ce qu'il a osé imprimer : — "Le temps est venu de prêcher la désunion et d'appuyer sur la religion et la morale. La Constitution des Etats-Unis est un pacte avec la mort et l'enfer. Quelle est maudite la nation de Dieu, au nom du Christ, au nom de l'humanité, au nom de la liberté, par tous ceux qui vénèrent Dieu, qui aiment le Christ, qui respectent l'humanité, qui chérissent la liberté !"

Que pense-t-on de ce langage ?

NOUVELLES MARITIMES.—La corvette américaine *Marion* a appareillé de Boston il y a quelques jours, pour les Indes. Ce navire touchera à Rio Janeiro. Il a pour commandant M. W. M. Glendy.

Le transport *Erie*, mouillé en face de Brooklyn, mettra à la voile pour aller ravitailler notre escadre de la Méditerranée.

MEXIQUE.

Le 27 janvier dernier il y a eu, d'après les nouvelles qui nous parviennent du Mexique par Brownsville, un petit mouvement insurrectionnel à Ciudad Victoria—Etat de Tamaulipas.

On nous écrit de Matamoros que le gouverneur Don Jesus Cardenas a été attaqué dans la capitale par une force de vingt hommes, et après une chaude affaire dans laquelle quatre individus ont été tués ou blessés, dit-on, les assaillants ont fait le gouverneur prisonnier.

Le lendemain, le second membre de la commission permanente de la législature de l'Etat, Don Lorenzo Cortina, a lancé un décret proclamant la déchéance du gouverneur pour cause de trahison, violation de la Constitution, persécutions illégales, &c.

Par un autre décret, Don Lorenzo Cortina convoque la législature pour s'occuper des questions d'améliorations les plus urgentes et du jugement de Cardenas.

On dit que ce mouvement a quelques ramifications, mais cela est douteux—quoique le pays semble du reste, encore une fois, mûr pour une révolution.

JACQUES DE R....

THÉATRE D'ORLEANS.

Un drame au foyer.

Au moment de commettre notre compte-rendu hebdomadaire, nous arrêtons en présence de la stérilité de la matière qui nous obligerait aujourd'hui à faire l'éloge, à propos de pièces bien connues et toujours suivies. En parcourant notre journal, c'est le résultat d'une lecture attachée de cœur et de plume à l'*Orléanaise* que j'ai l'honneur de rédiger, je n'ai ni la volonté ni le courage de m'abîmer dans la nomenclature des représentations successives par la troupe de M. Dufresne, dans les trois genres du vaudeville, du drame et de la comédie. Ce procès-verbal serait par trop monotone. Il me faudrait donc, pour ne pas être accusé de négligence, me mettre derrière une des portes extérieures de la salle, et là, recueillir les impressions de la foule qui s'écoule. Mais ce serait me faire une position par trop humiliante, et je préfère m'en tenir à mes souvenirs, à ceux de la plupart de mes lecteurs, et à ceux de tous les habitués d'élite de notre théâtre.

Ainsi donc, je ne vous parlerai pas de la représentation de *Lucie de Lammermoor*, qui a été donnée avec un ensemble parfait, et dans laquelle Mme Dufresne a déployé une grande puissance de voix et de talent. Je ne vous parlerai pas de la représentation de *Robert le Diable*, qui a été donnée avec un ensemble parfait, et dans laquelle Mme Dufresne a déployé une grande puissance de voix et de talent. Je ne vous parlerai pas de la représentation de *Robert le Diable*, qui a été donnée avec un ensemble parfait, et dans laquelle Mme Dufresne a déployé une grande puissance de voix et de talent.